

Centre ORSTOM

de LOMÉ

BP. 375 - Lomé

TOGO

NOTES SUR LE NIGERIA DU SUD-OUEST

Rapport de mission

(juillet-août 1978)

Yves MARGUERAT

géographe

Lomé, mars 1979

La république fédérale du Nigéria est un cas très particulier en Afrique Noire. Son poids humain, sa puissance économique, la complexité de ses problèmes : tout y est à une échelle différente de celle des autres pays. La diversité de ses composantes régionales n'est pas moindre; mais de toutes celles-ci, le Sud-Ouest, avec la civilisation urbaine des Yoruba et la métropole géante de Lagos, est certainement la plus originale, bien qu'il partage avec l'ensemble du Nigéria les contre-coups du choc pétrolier.

I L'ORIGINALITE DU PAYS YORUBA

Le pays yoruba (en gros 100 000 km², une plaine qui se relève doucement vers le nord, semée de nombreux inselbergs, au contact de la forêt et de la savane.) se caractérise par l'importance de son peuplement, l'ancienneté et l'intensité de la mise en valeur, sa concentration urbaine (mais dans des villes d'un genre très particulier). (carte n° 1).

Le recensement de 1963 -le seul disponible, bien que de qualité médiocre (1)- y comptait (ville de Lagos exclue) 10,3 millions d'habitants, yoruba à 94 %. Les densités les plus fortes

(1) Il donnait une population totale du pays de 55 millions d'hab., contre 31 en 1953 (ce qui aurait signifié une croissance annuelle de 6 %). La population réelle était sans doute alors de 40 à 45 millions (cf. I. Ekanem : "1963 Nigérian Census, a critical appraisal", Benin-city, 1972). Le recensement de 1973, qui prétendait en avoir trouvé 80 (au lieu de, sans doute, 55 ou 60), a soulevé de telles tempêtes politiques qu'on l'a officiellement jeté aux oubliettes. On ne connaît donc du Nigéria que des chiffres (faux) vieux de quinze ans. (Rappel : ensemble des quinze autres Etats d'Afrique de l'Ouest = environ 58 millions en 1975).

(plus de 300 hab./km²) forment un arc de cercle de Lagos au confluent Niger-Bénoué, au nord de la forêt dense (beaucoup moins peuplée), avec un semis serré d'énormes agglomérations: Ibadan 650 000 hab. (en 1963, toujours), Ogbomosho 320 000, Oshogbo 195 000, Abèokuta 190 000, et huit autres agglomérations de plus de 100 000 âmes (1).

Ces douze villes regroupent 25 % de la population de la région (Lagos toujours exclue) ; avec vingt-trois autres agglomérations de plus de 20 000 hab., le taux d'urbanisation atteint 37 % (les valeurs les plus fortes -50 à 60 %- coïncidant avec les densités les plus élevées, dans le triangle Ibadan-Ogbomosho-Ado Ekiti). Ces cités présentent toutes les mêmes caractères : visuellement, un océan compact de toits de tôles (rouillées) entre des collines ; socialement, une population aux activités traditionnelles, largement rurales (les hommes actifs des villes se déclarent à 31 % agriculteurs, 30 % artisans et ouvriers, 13 % commerçants, les femmes actives commerçantes à 67 %, ouvrières à 7 %, paysannes à 3 % ; géographiquement, une symbiose de la ville et de la campagne, qui rend vaines les tentatives pour dissocier monde rural et monde urbain.

C'est l'histoire qui, comme toujours, apporte les explications essentielles. La civilisation yoruba est fort ancienne : Ifè, réputée son berceau et restée son centre spirituel, a livré d'admirables sculptures de bronze, de terre cuite, d'ivoire, dont l'apogée se situa entre le XII^e et le XVI^e siècle. Aux XVII^e et XVIII^e siècle, la suprématie parmi les royaumes yoruba (centrés chacun sur une vaste capitale fortifiée) passa à celui d'Oyo (au nord d'Ilorin, près du Niger), qui devint une grande puissance militaire et la principale place commerciale et artisanale entre la côte et le Niger. Mais cette société aux dynamismes multiples était parcourue de fortes tensions internes, qui éclatèrent lorsqu'en 1817 une rébellion dans le royaume entraîna l'intervention des Foulbé (qui venaient de créer l'empire de Sokoto) : Oyo s'effondra brutalement, projetant

(1) Le Nigéria de 1963 comptait 23 villes plus de 100 000 hab., le reste de l'Afrique de l'Ouest 19 (en 1970). Chiffres calculés directement à partir du recensement, souvent différents de ceux des autres documents (fréquemment contradictoires entre eux).

vers le sud groupes de fuyards et armées à la dérive (1). De proche en proche, la guerre embrasa tout le pays. En quelques années, tout était dévasté, les villes détruites, le peuplement bouleversé, des milliers de Yoruba massacrés, en fuite ou vendus comme esclaves sur la côte (contre les armes à feu qui permettaient la poursuite de la guerre "de tous contre tous").

Les régions les plus septentrionales (autour d'Ilorin) tombèrent définitivement sous l'empire des Foulbé (2). Le centre de gravité des Yoruba se déplaça vers le sud, à l'abri de la forêt, et surtout vers le sud-ouest, plus près des comptoirs côtiers. Vers 1830, des groupes de réfugiés y fondèrent, à l'abri de collines ruiniformes, les villes d'Ibadan et d'Abèokuta. Leur valeur défensive y attirant rapidement des masses de fuyards, il se forma des agglomérations énormes, composites, où les divers groupes cohabitaient en construisant de nouvelles structures politiques, sans d'ailleurs abolir les anciennes (3).

Des remparts de plusieurs dizaines de kilomètres de circonférence assuraient la sécurité de ces villes, qui entreprirent à leur tour une politique expansionniste. La guerre fit rage pendant tout le XIX^e siècle, accentuant la désorganisation des campagnes et la centralisation de la population dans les cités, parfois réfugiées au sommet d'inselbergs (comme Idanrè, vrai nid d'aigle), d'où elles ne redescendirent, prudemment, qu'au cours du XX^e siècle (4).

(1) La ville elle-même, rasée, fut reconstruite à 150 km plus au Sud.

(2) On y compte pourtant encore un million de Yoruba, dans l'actuel Etat de Kwara, qui longe la rive droite du Niger.

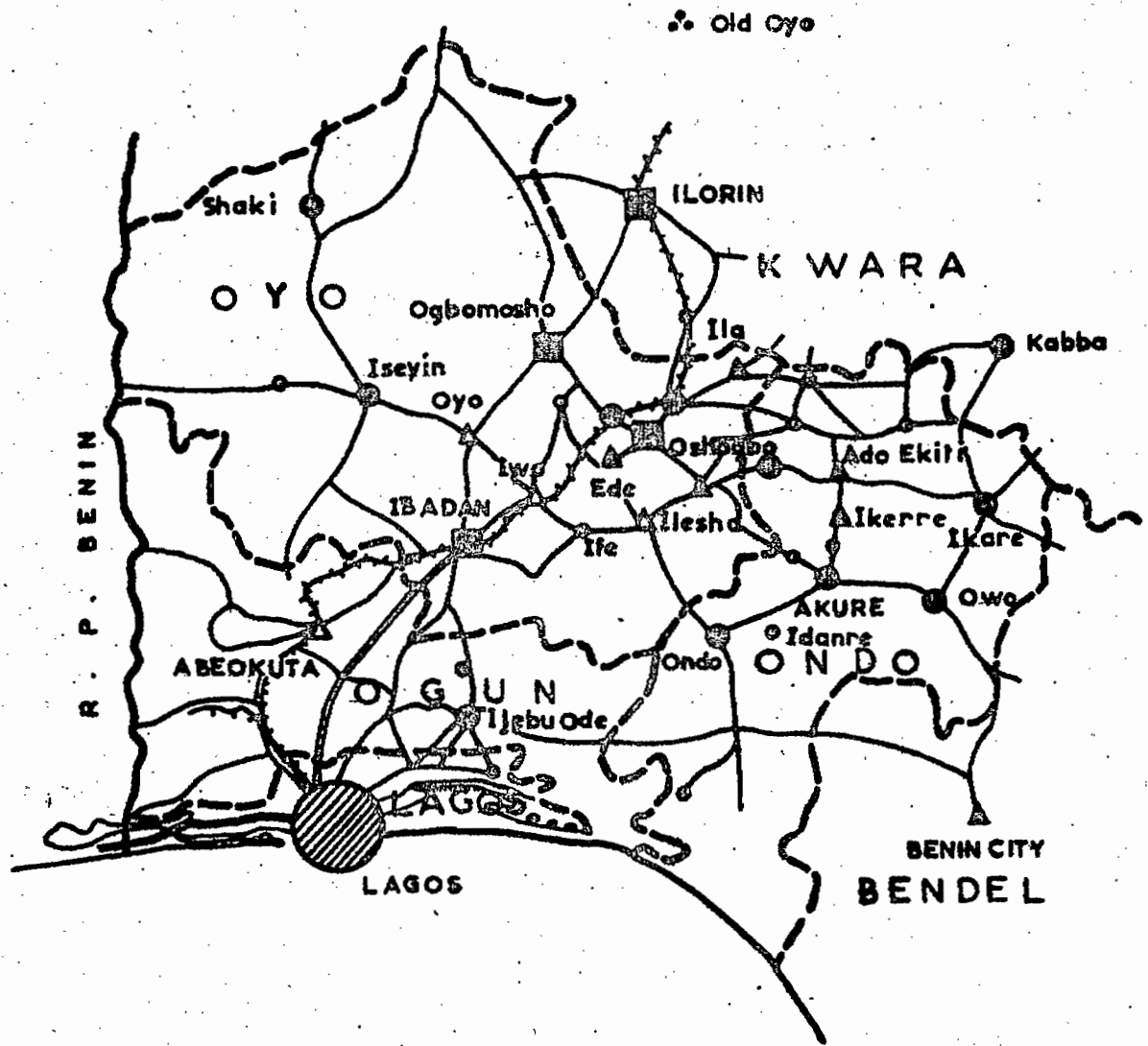
(3) A Abèokuta se réfugièrent plusieurs rois ("oba"), sur lesquels le descendant du groupe fondateur exerce une sorte de présidence. Par contre à Ibadan, aucun monarque légitime (c'est-à-dire reconnu par le roi-prêtre d'Ifè) : le souverain d'Ibadan n'avait qu'un statut de chef de village (le titre prestigieux d' "oba" lui a enfin été reconnu en 1976).

Sur Abèokuta, voir l'excellent article de Camille Camara, in "Annales de Géographie" n° 439, 1971, pp. 257-287.

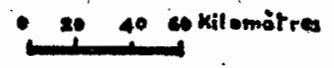
(4) Cet héritage de longues violences n'est certainement pas absent de l'arrière-plan psycho-culturel du Nigéria contemporain.

- > 200 000 habitants
- ▲ > 100 000 "
- > 50 000 "
- > 20 000 "

- Frontière d'Etat
- AKURE: Capitale d'Etat
- ==== Autoroute (1978)
- Routes principales
- Chemin de fer



LE PAYS YORUBA



Ces villes -dotées de tous les caractères urbains essentiels, en tant que centres politiques, militaires, commerciaux- ont été peuplées de ruraux chassés des campagnes, qui ont gardé leur mode de production, mais ont assimilé le genre de vie et le patriotisme (très puissant) de ces cités-États. Les paysans vivaient à l'abri des murailles et n'en sortaient que pour le minimum de travaux indispensables aux champs. Progressivement, une fois la sécurité revenue, il apparut des hameaux de cultures, qui se solidifièrent en villages, avec un réseau serré de marchés ruraux. Mais ceux-là conservent, psychologiquement, leur statut d'habitat précaire : ils ont pu grossir, recevoir - grâce à l'argent du cacao- de belles maisons à étage ; ils n'en restent pas moins de simples lieux de résidence, réputés temporaires. Même si le paysan y passe le plus clair de son temps, il continue à se sentir citoyen de sa ville, où il retourne pour ses achats principaux, pour les fêtes, pour tous les actes importants de la vie collective (y compris pour les recensements ... même s'il a déjà été compté dans son village). On a donc, en schématisant, des villes peuplées de ruraux, et des campagnes peuplées de citadins (d'où l'impossibilité de recourir à des concepts aussi élémentaires que "population active urbaine" (1) ou "densité rurale"...).

D'où l'allure très particulière de ces villes. Les pluies ont fait fondre les remparts d'argile, mais la compacité reste et -sauf cas d'éventrement par les toutes premières avenues que l'on commence à tailler dans la masse- l'imbroglio de la circulation. Le plan, comme la silhouette, est toujours le même : au centre, le palais de l' "oba", un dédale de cours entourées de colonnades, qui ouvrent sur une vaste "forêt sacrée", maintenant rognée sur tous ses côtés par des constructions modernes, publiques ("local councils", écoles , PTT) ou privées (grandes compagnies commerciales, stations-service). Autour, l'océan des cases -bâties en général sur le plan

(1) Les distinctions que fait le recensement de 1963 -sur la base de 20 000 habitants agglomérés (en principe)- se relèvent très floues quand on en observe le détail.

(carré) et avec les matériaux (plots d'argile compactée) de l'habitat rural (1)- que les bénéficiaires du cacao ont permis, dans les années 1950 à 1960, de couvrir d'un tapis uniforme de tôles ondulées. A la périphérie (dans ce qui était autrefois une zone interdite pour des raisons à la fois militaires et religieuses), les missions, leurs églises et leurs écoles, et, éparpillés sur les collines du voisinage, selon les habitudes de l'urbanisme colonial anglais, les quartiers administratifs et résidentiels, auxquels l'administration actuelle ajoute, sans davantage le soucis d'en harmoniser la structure d'ensemble, les lotissements standardisés qu'elle construit à la hâte pour ses fonctionnaires moyens et supérieurs (2).

Cette configuration particulière du pays yoruba explique aussi l'allure peu soignée de son agriculture : vivant loin de leurs terres, les paysans-citadins ne pouvaient, traditionnellement, assurer qu'un strict minimum de pratiques culturelles (surtout dans l'ouest, zone des plus grandes villes : à l'est, où elles sont plus petites et plus nombreuses, l'occupation du sol paraît meilleurs et les champs -igname, maïs, manioc, riz pluvial...- sont visiblement mieux soignés). L'essor du cacao, dès 1910 mais surtout après la seconde guerre mondiale, a accentué cette dévalorisation des cultures vivrières (bien que celles-ci soient en principe l'oeuvre des femmes (3) et l'arboriculture celle des hommes). Il a aussi correspondu à ce désir des Yoruba de vivre dans les villes, grâce aux revenus de leurs cacaoyères, dont le travail était confié à des saisonniers ibo ou tiv,

-
- (1) L'exception étant, surtout dans les villes à forte fonction commerciale pré-coloniale, comme Ibadan et Abèokuta, les maisons héritées des négociants "brésiliens" et "sierra-léonais", les premières remarquables par leur décoration de stucs moulurés d'allure baroque, les dernières par leurs étages de bois, ornés de mansardes.
- (2) Pour en rester à la bibliographie de langue française, voir Camille Camara : "Une ville précoloniale au Nigéria : Ondo", Cahiers d'Etudes Africaines, n° 51, 1973, pp. 417-441.
- (3) Cependant le recensement de 1963 ne compte, parmi la population active féminine "rurale", que 7,5 % de paysannes (64,5 % pour les hommes) contre 52 % de commerçantes (35 % pour les hommes). Quel crédit accorder à de tels chiffres ?

ou même en exploitation directe (1) : Pierre Gourou cite le cas de planteurs des environs d'Ifè qui "font un parcours de 180 km à l'aller comme au retour à trois ou quatre reprises chaque année pour sarcler et cueillir. Les voyages sont faciles grâce aux camions qui parcourent les routes (omniprésentes) et imposent de faibles tarifs" (2). Notons aussi que le commerce du cacao restait, jusqu'à l'exportation (exclue), entre les mains des Yoruba eux-mêmes : d'où une réelle richesse du pays, qui se couvrit alors de toits de tôles, d'écoles, de routes...

II LES CONTRE-COUPS DU PETROLE

Cette image harmonieuse semble s'être considérablement altérée : le choc du pétrole a ébranlé tout l'édifice économique nigérian, en provoquant une inflation galopante, en particulier depuis la hausse des tarifs (donc des revenus) de 1974.

Voici, par exemple, l'évolution de la production de pétrole, en millions de naïra (3) :

	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>
	746	858	1130	4617	8356 (4)
(tonnage :	74	90	102	113	88 millions de tonnes)

Cet afflux d'argent a entraîné une hausse massive des prix :

-
- (1) Dans l'un et l'autre cas, les superficies sont faibles : quelques hectares au maximum. Ce ne peut être un facteur essentiel de la différenciation sociale (rôle apparemment tenu par le commerce).
 - (2) Pierre Gourou : "Les cacaoyers en pays Yoruba" (1960), in "Recueil d'articles", SRBG, Bruxelles, 1970 (p. 194).
 - (3) Un naïra = 350 F CFA (7 FF) environ. (La décote au marché noir est d'environ un tiers).
 - (4) Federal Office of statistics, Lagos : Digest of statistics, 1976. Naturellement, les chiffres que l'on trouve d'un document à l'autre ne coïncident jamais... (l'évolution d'ensemble est cependant -en général- la même).

Evolution du coût de la vie (indice 100 = 1967) (1)

	1969	1971	1973	1975	1976 (janvier)
Lagos	111	143	152	235	271
Ibadan (Sud-Ouest)	105	144	149	225	275
Port Harcourt (Sud-Est)(2)	183	170	169	247	272
Kaduna (Nord)	115	141	158	246	293

Les salaires ont suivi le mouvement : en une dizaine d'années, le coût de la main d'oeuvre nécessaire aux cacaoyères est passé (traduit en F. CFA) d'environ 100 F par jour à 1000 F. Telle plantation d'hévéas, à 150 km à l'est de Lagos, employait en 1975 deux mille salariés, payés 500 F par jour. En 1978, elle les paye 800 F (aux quels s'ajoutent de nombreux avantages en nature), mais elle n'a pu en réunir que sept cents : 60 % des arbres en état de produire sont donc à l'abandon. Sur le chantier tout proche de l'autoroute Lagos - Benin City, les travailleurs de choc arrivent à gagner 1600 F par jour : la concurrence est insoutenable.

Il s'en est suivi, naturellement, une chute des ventes du cacao, comme de toutes les principales productions agricoles d'exportation du pays.

(1) Mêmes sources, homogénéisés.

(2) Centre de l'exploitation pétrolière, et presque en première ligne pendant la guerre civile (1967-70).

Production commercialisée, en tonnes (1)

	1937 (export.)	1965	1970	1971	1972	1973	1974	1975 (export.)
Cacao	105 000	?	?	305 000	257 000	240 000	212 000	198 000
Huile de palme	148 000	130 000	15 000 (2)	31 000	21 000	14 000	25 000	?
Palmiste	343 000	461 000	265 000 (2)	307 000	269 000	230 000	302 000	173 000
Arachide	331 000	994 000	656 000	286 000	307 000	559 000	44 000 (3)	162 000 (product)
Huile d'arachide (exportation)	?	?	?	43 000	40 000	110 000	24 000	?
Coton (graine)	?	129 000	195 000	115 000	111 000	143 000	86 000 (3)	140 000
Caoutchouc (exportation)	3 000	?	59 000	53 000	42 000	49 000	44 000	48 000

Désaffection prononcée également pour les cultures vivrières, obligeant le pays à importer des quantités de plus en plus massives de produits alimentaires. Le gouvernement a lancé une "Operation Feed the Nation", mais le simple mécanisme de la hausse des prix a provoqué une certaine renaissance de ces cultures le long des axes routiers qui convergent sur Lagos et Ibadan : les petits marchés

(1) Digest of Statistics, 1976. Là encore les chiffres divergent selon les sources (y compris les autres documents du même Federal Office of Statistics).

(2) Guerre du Biafra (principale zone productrice).

(3) Sécheresse dans le Nord.

ont fleuri au bord des routes, qui proposent aux voyageurs du maïs, des ignames, du gari (semoule de manioc), ce qui, paraît-il, ne se voyait pas naguère.

Dans l'ensemble, malgré un développement industriel important, le pays est donc devenu de plus en plus dépendant du pétrole, comme l'indique l'évolution des pourcentages dans la formation du Produit Intérieur Brut :

% du PIB (1) :

	1961	1964	1967	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Agriculture	49,9%	49,2%	43,0%	38,2%	37,9%	35,8%	31,3%	26,5%	17,3%	18,0%
Pétrole	0,1%	1,1%	3,8%	6,5%	9,4%	14,4%	15,9%	22,4%	44,9%	30,1%
Industrie	3,2%	4,5%	5,6%	7,0%	6,3%	5,4%	6,3%	7,1%	6,1%	7,4%
TOTAL (milliards de naïra)	2,24	2,74	3,37	3,54	5,20	6,57	7,20	8,48	13,91	14,65 (2)

Dans les exportations, la part du pétrole brut est devenue écrasante :

1972	1973	1974	1975	1976
82,7 %	83,5 %	92,8 %	92,8 %	93,8 %

Mais le pétrole nigérian est de qualités peu prisées sur le marché mondial (raffinage coûteux), et la crise économique mondiale le frappe durement : en juillet 1978, le gouvernement annonça qu'au lieu des 6,5 milliards de naïra prévus (2 300 milliards CFA), les revenus pétroliers de l'année ne seraient que d'environ 5,5 milliards (1 950 milliards CFA). Or le budget 1978-79 en prévoyait 4,4 dans les ressources de l'Etat (65 %), ce qui était déjà en net recul

(1) National Accounts of Nigeria 1960-1976. Federal Office of Statistics.

(2) Soit 5 130 milliards de F CFA.

par rapport à 1977-78 (6,1 , soit 76 %) et 1976-77 (5,5 , soit 78 %). Sur le plan géographique, la conséquence la plus immédiate en est la mise au point mort du projet de nouvelle capitale fédérale.

III LAGOS ET SA CROISSANCE








Pourtant ce transfert paraît bien nécessaire, car Lagos est un monstre urbain unique en Afrique Noire (1). 665 000 habitants au recensement de 1963 (aux quels il fallait ajouter 300 ou 400 000 dans les faubourgs qui n'en relevaient pas administrativement). Combien aujourd'hui ? C'est bien difficile à dire ; les géographes de l'Université estiment la population du Grand Lagos entre 3,2 et 3,5 millions d'habitants. (carte n° 2)

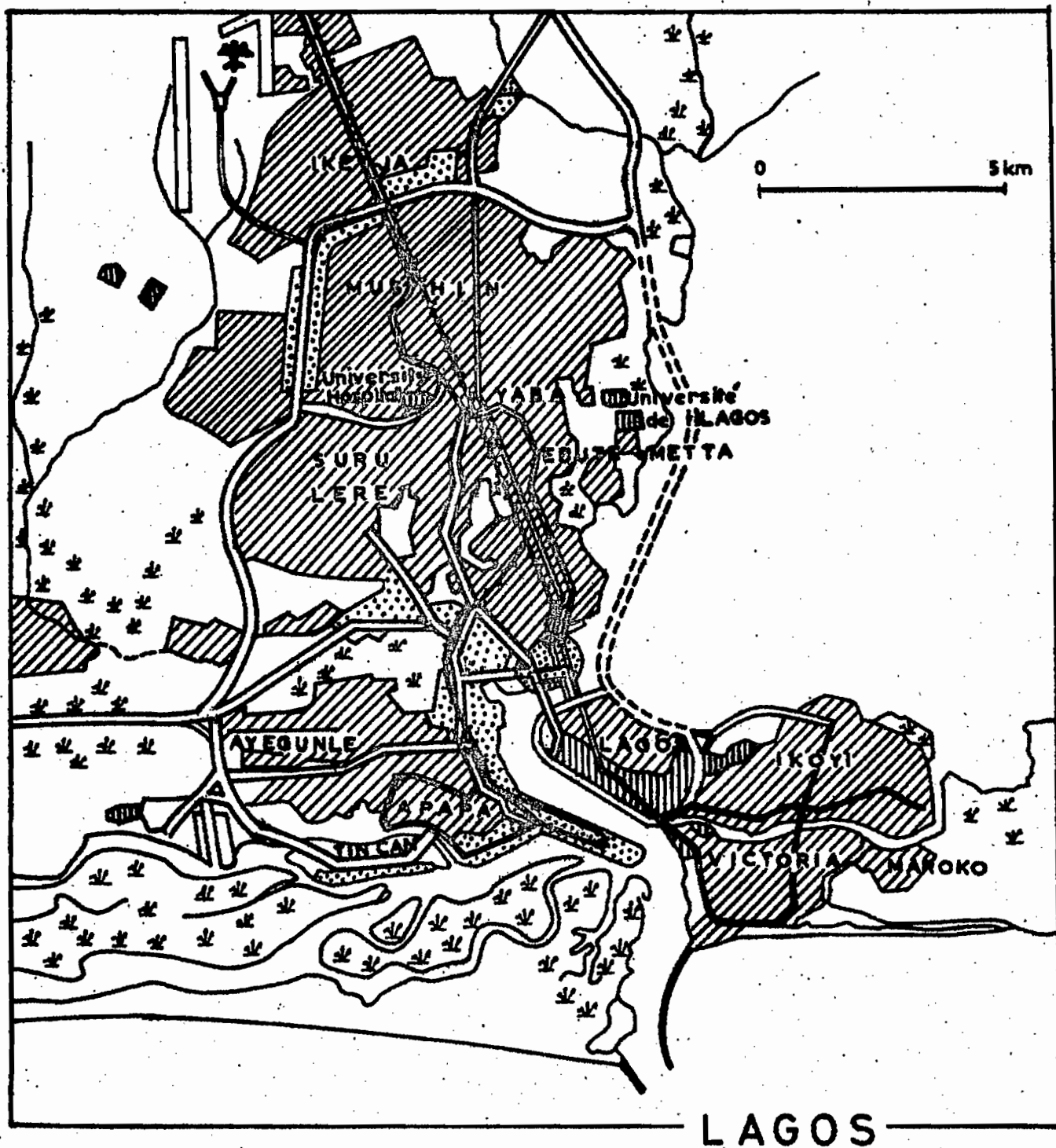
Pendant des années, le développement de la ville a été complètement anarchique, et la ville en paie maintenant les conséquences. Le site était excellent pour une cité coloniale : une île de 10 km², à l'une des rares passes par où les vastes lagunes littorales communiquent avec la mer ; d'où sa fortune commerciale ancienne, la main-mise anglaise dès 1851 (2) et une croissance précoce : 30 000 habitants en 1871, 100 000 en 1921, 270 000 en 1953... les maisons de commerce occupaient -occupent toujours- le rivage méridional de l'île ; l'administration s'était implantée sur la partie orientale, en communication avec d'autres îles où pouvaient s'étaler les belles villes aux vastes jardins. Au nord, c'étaient les quartiers autochtones (yoruba, autour du palais de l' "oba") et ceux des "Brésiliens" et "Sierra-Léonais", dont les architectures spécifiques marquent encore très fort le paysage urbain, malgré la "taudification" de ce vieux centre. Entre les quartiers africains et la ville européenne, aucune discontinuité, si ce n'est de grands marchés qui étendent d'un côté comme de l'autre leurs pseudopodes d'étalages à même les trottoirs.

Un pont -unique jusqu'au début des années 1970- reliait l'île au continent (c'est-à-dire un ensemble de cordons sableux et de dépressions interdunaires inondables), où se regroupaient les équipements lourds : gare, usines, centrale thermique et port, à

(1) Avec Kinshasa, où les problèmes ne sont pas moindres.

(2) Occupation militaire. Annexion officielle : 1861.

-  chemin de fer
-  routes principales
-  autoroute
-  zones d'habitat
-  zones d'industries et d'entrepôts
-  zones des affaires et de l'administration
-  marécage



Apapa, dans l'entrée de la passe, en face de l'île de Lagos.

C'est autour de ces quartiers (Apapa, Ebute Metta, Yaba) et surtout le long de l'axe ferroviaire et routier qui se dirige vers le nord (Suru Lere, Mushin, Ikeja) que s'est faite l'expansion urbaine, pratiquement sans aucun plan d'urbanisme (hormis les quartiers résidentiels). Les constructions ont d'abord occupé les crêtes dunaires, englobant -sans les assimiler- les villages traditionnels, qui vendaient leurs terrains, devenus objets de spéculation ; puis les bas-fonds furent envahis par les logements les plus modestes -sans aucun aménagement, et à chaque saison des pluies (Lagos reçoit 2 000 mm d'eau par an), c'est l'inondation. L'habitat continu (avec beaucoup d'immeubles à deux, trois, quatre étages) s'étire maintenant sur 20 ou 25 km vers le nord, 10 ou 15 vers l'ouest ; un énorme bidonville, Maroko, prolifère à l'est, au-delà des beaux quartiers des îles Ikoyi et Victoria.

On imagine sans peine les problèmes : approvisionnement, fourniture d'eau, d'électricité..., une circulation démente (car le parc de véhicules est énorme, et les moeurs au volant d'une rare agressivité (1), d'où des embouteillages -les célèbres "go slow"- monstrueux), une criminalité à la mesure des tensions sociales (nombreux sont les quartiers où la police ne pénètre pas, et il y a même eu des navires ancrés dans le port qui ont été pris d'assaut par des pirates...). Détail pittoresque, qui donne le ton : le réseau téléphonique a depuis longtemps cessé de fonctionner. Donc, pour la moindre commission, il faut se déplacer ; vu l'état de la circulation, un aller et retour de quelques kilomètres peut prendre la demi-journée...

Pourtant les habitués de la ville affirment que maintenant les choses sont mieux (ou moins mal). En quelques années -et surtout depuis le coup d'Etat du général Murtala Mohamed (mi-1975)- les militaires ont entrepris des travaux gigantesques, menés, c'est le cas de le dire, "manu militari" pour désengorger la circulation (et imposer un début d'apparence de respect des bases du code de la

(1) Ce n'est pas mieux sur les routes de l'intérieur, où le nombre de carcasses fracassées est hallucinant...

route). Des réseaux d'autoroutes (souvent sur pilotis, se croisant parfois sur trois niveaux) assurent maintenant les dégagements de l'île de Lagos. Des portions de lagune ont été remblayées, de nouveaux ponts lancés ou projets, un nouveau port (Tin Can Island) créé en deux ans : la saturation de l'ancien était devenue proverbiale, avec des files d'attente de six mois (réduites maintenant à seulement un ou deux)...

Avant de rendre le pouvoir aux civils -en principe en octobre 1979 (1)- les militaires ont tenu à imposer un minimum d'infrastructures dans la ville. Mais leur grande idée, outre la "fédéralisation" (2), est de décapitaliser Lagos. Car ce pays si divers, si urbanisé, si "régionalisé", souffre comme tous les autres de macrocéphalie. Même si d'autres villes (principalement Ibadan, Port-Harcourt et Kano) disposent de potentiels commerciaux, industriels, financiers que bien des capitales africaines pourraient leur envier (3), l'essentiel des activités du pays dépend de la capitale fédérale.

-
- (1) La rédaction de la nouvelle constitution (proche du modèle fédéral américain) est achevée, mais on ne voit pas encore quelle équipe pourra se mettre en place. (Cependant, les 19 Etats sont déjà gérés -sous la présidence d'un militaire- par des équipes civiles). Les polémiques se poursuivent activement dans une presse étonnamment libre et diversifiée.
 - (2) Création de sept nouveaux Etats en 1975 (en démembrant les plus vastes : Nord-Ouest, Nord-Est, Ouest et Est-Central), et attribution à ceux-ci de budgets non négligeables : 24 % du budget fédéral leur est redistribué, soit une moyenne de 30 milliards CFA par Etat (non compris leurs ressources propres), c'est-à-dire deux fois les budgets du Bénin, Tchad ou de la Centrafrique... Comme dans les autres pays anglophones, les unités de base ("local councils") ont de larges responsabilités, d'où une gestion à trois niveaux : Fédération, Etats pouvoirs locaux.
 - (3) Un vaste "Trade Center" est en construction à Ibadan : de la conception d'ensemble à la vitrerie ou à la plomberie, pratiquement toutes les entreprises engagées dans le projet sont des firmes de la ville. Les autres grosses cités yoruba (Ogbomoso, Oshogbo,...) paraissent cependant beaucoup moins bien équipées en services modernes. Ce sont elles -et non Ibadan, comme l'affirment sacastiquement ses habitants- qui sont les "plus gros villages du monde".

Prenons l'exemple du réseau bancaire. Il y a 24 banques au Nigéria (1) ; 16 d'entre elles ont leur direction à Lagos, et 5 des 8 autres y sont représentées (2). Si l'on mesure le capital social, la métropole en concentre 73 %. Elle dispose de 77 agences bancaires, soit 20 % de total national (3). Parmi ses 16 banques, 4 sont des établissements d'affaires, qui ne sont présents qu'à Lagos ; 2 sont des banques locales (ne travaillant qu'en pays yoruba), 2 des banques régionales (couvrant tout le sud, l'une à orientation dominante yoruba, l'autre ibo ; les 7 autres et la Banque Centrale, ont un réseau d'envergure nationale ; c'est parmi celles-ci, bien sûr, que sont les plus puissantes. Les banques de Lagos tiennent 231 agences dans le pays (contre 81, soit trois fois moins, aux huit autres). En comptant celles qui sont dans la capitale, Lagos contrôle 77 % de l'ensemble des agences. La centralisation n'est pas totale, comme ailleurs en Afrique, mais elle est tout de même très forte.

Lagos est le principal noeud routier (que renforce encore l'actuel programme d'autoroutes qui partent de la ville dans toutes les directions), le plus grand aéroport, malgré l'existence d'un authentique réseau intérieur, avec des liaisons transversales, en particulier à partir de Kano et de Port-Harcourt, et

-
- (1) D'après le "Nigeria Handbook 1977", édité par le ministère fédéral de l'information (pp. 261-269).
- (2) Il est exceptionnel en Afrique d'avoir ainsi des banques régionales. Les six principales couvrent chacune une région : pays yoruba, Moyen-Ouest, pays ibo, delta du Niger, région de Calabar et Nord (10 Etats à lui tout seul).
- (3) Très loin devant Ibadan (21), Kano (18), Port-Harcourt (17), Enugu (16), Kaduna et Benin-City (13), Jos et Abba (9). Sept autres villes ont de 5 à 9 agences, treize autres 3 ou 4, et quatre-vingt une ou deux, ces cent dernières villes totalisant la moitié des agences. Les villes yoruba sont bien équipées : en plus d'Ibadan, vingt-huit cités se partagent 54 agences. C'est dire qu'elles sont peu hiérarchisées : hormis Abèokuta et Ifè (5 agences chacune), les villes ont toutes une, deux ou trois agences, indépendamment de leur taille (Ogbomasho ou Oshogbo sont moins outillées qu'Ondo ou Akurè, nettement plus petites).

secondairement d'Enugu, Jos, Kaduna : en 1974, Lagos a connu 4 500 mouvements d'avion, contre 1 300 à Kano (seule autre ville connectée avec le réseau international). C'est le premier port (pas en tonnage, Port-Harcourt exportant 100 millions de tonnes de pétrole, mais en marchandises diverses) : 6 millions de tonnes - les 3/4 à l'importation -, 60 000 navires en 1972, sur un total national de 67 000... (1), et le principal centre industriel : en 1965, Lagos concentrait 33 % des établissements industriels nigériens (216 sur 658), 34 % des ouvriers (31 000 sur 90 000), 38 % du chiffre d'affaires global (29 milliards CFA sur 76), pourcentage qui serait passé à 50 % en 1970 (2).

On comprend la croissance et l'engorgement de la ville : le Nigéria souffre, comme les autres Etats africains, de macrocéphalie caractérisée.

D'où la décision, prise le gouvernement militaire, de construire "ex-nihilo" une nouvelle capitale fédérale, loin des embouteillages de Lagos (et du poids politique des Yoruba). Une commission de technocrates (dont de grands noms de la géographie nigérienne) a calculé géométriquement le centre de gravité du pays, au nord du confluent du Niger et de la Bénoué, près du village d'Abuja, où l'on a déterminé un vaste "Fédéral Capital Territory". C'est une zone à cheval sur les Etats de Kwara, Niger et Plateau, sans caractères physiques bien particuliers et à peu près déserte, donc apte à recevoir un nouveau centre national, politiquement neutre, où pourra se déployer un urbanisme rationnel. On l'a dit, la crise du pétrole retarde le commencement des travaux (3). Mais ce n'est que partie remise, et ce transfert de capitale sera l'un des nombreux problèmes scientifiques à suivre dans cet étonnant pays.

Septembre 1978

(1) Digest of Statistics, 1976.

(2) Oguntoyinbo et al. : "A geography of Nigerian development", Lagos, 1978 (pp. 129 et 167). En 1972, le pourcentage du nombre global des établissements industriels à Lagos serait redescendu à 27 %, tandis que l'ensemble des Etats yoruba passait de 11 % à 17 % (ibid., p. 274 - mais les entreprises comptabilisées ne sont visiblement pas les mêmes).

(3) On prévoit maintenant l'achèvement d'Abuja pour 1986.